

Il y a quelques mois, on a publié un livre blanc qui était assez compréhensible. Même le profane pouvait comprendre le terrible de ses propositions qui provoquèrent une quasi-révolution. Je ne crois pas que le gouvernement ait jamais vraiment voulu appliquer ces propositions. C'est le traitement-choc traditionnel: portons un coup terrible, puis lorsqu'ils protesteront, frappons moins fort et ils penseront que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. C'est la même vieille histoire, un gouvernement qui passe d'une crise à l'autre. Le gouvernement fomenté, encourage et favorise des crises au Canada, puis ne sait plus quelles solutions apporter. Les Canadiens commencent à se rendre compte que le gouvernement a le verbe haut, mais le rendement piètre. Ils ont été emballés en 1968. Ils attendent depuis ce temps-là que le gouvernement embraie et fasse quelque chose.

M. Nowlan: Il leur en fait voir de toutes les couleurs.

M. Peddle: Je ne tenterai pas d'aborder telle ou telle partie de ce monstre de 707 pages. Si je le faisais, je pourrais laisser croire, du moins à mes commettants, que je comprends de quoi il retourne. Je ne suis pas assez fat pour prétendre saisir ce que les avocats et les spécialistes en matière fiscale au Canada avouent ne pas pouvoir comprendre. Je ne tenterai même pas de le faire.

M. Mahoney: Vous faites bien.

M. Peddle: En ma qualité de Canadien soucieux du rendement d'un gouvernement qui a fait tellement de promesses à la population depuis trois ans, je ne puis m'empêcher de me poser une question bien simple. Les Canadiens sont satisfaits de la promesse qui leur est faite dans cette masse de papier d'accorder des exemptions plus élevées aux petits salariés. Nous savons gré au gouvernement d'avoir promis un certain allègement à nos contribuables plus âgés. Nous ne comprenons rien des centaines de pages où l'on cherche à justifier d'autres impôts qui seront prélevés pour compenser les quelques infimes concessions accordées aux petits salariés et aux personnes âgées. L'imposition n'est pas une voie à sens unique. Elle suppose le prélèvement sur la population d'impôts raisonnables, sérieux, et doit aussi nécessairement tenir un peu compte d'une répartition raisonnable et sérieuse des impôts ainsi perçus. Personne ne peut me dire qu'il soit soudain devenu urgent d'adopter ce bill qui a échoué sur nos bureaux en septembre. Les partisans du gouvernement demandent qu'on s'occupe d'urgence sous peine de priver de leurs avantages l'année prochaine le million et demi de contribuables qui seront rayés des rôles d'imposition. C'est une vieille rengaine qui sert depuis des années au premier ministre de Terre-Neuve—pour avoir son demiard de crème glacée il faut d'abord avaler un gallon d'huile de foie de morue.

• (3.40 p.m.)

Vendredi, le député d'Ottawa-Ouest (M. Francis) whip du parti libéral, nous a parlé sur son ton le plus doucereux. Il était d'humeur conciliatrice. Il est extrêmement important qu'un whip soit passé maître en conciliation. De son ton le plus doucereux, dis-je, il nous a implorés de ne pas retarder ce bill davantage: «Qu'avez-vous donc, à retarder cette mesure importante? Envoyez-la vite au comité.»

Des voix: Bravo!

M. Peddle: En réalité, il disait ceci: Votre débat sur la question nous gêne. Sortez-le d'ici et faites-le passer dans

[M. Peddle.]

l'obscurité du comité, où une demi-douzaine de députés l'étudieront en présence peut-être de quelques journalistes. Voilà le sens profond du message de conciliation du whip libéral. Je ne le blâme pas d'avoir tenté cet effort, qui cependant, va échouer.

M. Francis: Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège. Selon le député, j'aurais dit que je voulais le renvoi du bill au comité qui ne groupera que quelques obscurs députés. Ne sait-il pas que le comité plénier comprend tous les députés et que son quorum est de 20 membres?

M. Peddle: Ce n'est pas hygiénique du tout, mais le député me met des mots dans la bouche. Je n'ai pas parlé de «quelques obscurs députés.» Mais bien qu'il voulait renvoyer le bill dans l'obscurité d'un comité. A propos de l'obscurité du régime des comités, je le dis pour être cité, il n'a pour seul effet que de détruire le Parlement, généralement parlant. Des mesures importantes pour le pays sont soustraites à l'étude de la Chambre pour être renvoyées à quelque autre endroit de la colline parlementaire dans la demi-obscurité, tout au moins. Elles sont soumises à l'examen d'un petit nombre de députés seulement.

On appelle le bill à l'étude un ensemble de réformes. Prenons un dictionnaire et voyons l'article «réformer». La première définition est la suivante: «Rétablir dans sa forme primitive». Deuxième définition: «Changer en mieux, ramener à une forme meilleure». Enfin, «Supprimer pour améliorer». Le bill ne fait rien de cela. Il ne fait que répondre à l'intention de ses auteurs—semer encore plus de confusion chez les contribuables.

Comme amorce d'une réforme fiscale sensée au Canada, je proposerais qu'on raye sans plus tarder du rôle fiscal le million et demi de personnes qui doivent être exemptées de l'impôt. Voilà qui aurait dû être fait il y a longtemps. Les députées d'en face n'auraient pas dû attendre jusqu'à la veille d'une élection. Une telle proposition n'avait pas à figurer dans ce bouquin de 707 pages; elle aurait pu faire l'objet d'un bill bien simple. Était-il nécessaire de prévoir des mécanismes pour augmenter les exemptions prévues pour les contribuables à faible revenu? Non. Il s'agit là de la bouchée de crème glacée qu'on offre avec l'huile de foie de morue.

Une réforme fiscale raisonnable doit donner l'assurance que l'argent perçu sera dépensé judicieusement. Personne n'en a encore parlé. Il n'a pas été question de mettre fin aux folles dépenses et au gaspillage actuels. A mon avis, un effort concerté pour réduire les dépenses inutiles et le gaspillage qui sautent aux yeux nous permettrait de défrayer les exemptions, les légers dégrèvements que le bill accorde aux gens à revenus modestes et aux citoyens âgés.

J'en donnerai quelques exemples aux députés. Prenez Information Canada, tout le bazar. J'ai l'impression que la moitié des dépenses sont du gaspillage. Prenez l'incident du *Bonaventure*. Assurons-nous que cela ne se répétera plus, et épargnons une partie de l'argent des contribuables. Et que dire du ridicule comité de la jeunesse qui coûte Dieu sait combien et qui a présenté Dieu sait quelles recommandations. Le programme Perspectives-Jeunesse a prévu...

M. Paproski: Perspectives-gaspillage.